

**CULTURE  
MON PÉI BATO FOU**

**Crise, désaffection des salles, subventions sporadiques, productions insuffisantes... la culture pays marque le pas. Dur, dur d'être un artiste?**

L'espace Jeumon ne sera-t-il bientôt plus? L'emblématique figure de proue de la culture locale menace de se saborder. Depuis deux ans, aux dires de ses défenseurs, les cinq associations qui s'implantèrent dans la joie et la bonne humeur dans ce qui aurait dû devenir le périmètre d'une créativité dionysienne festive et débridée, s'asphyxient lentement. Que s'est-il passé?

**Aujourd'hui quelle culture?**

Quand on connaît le montant global des subventions allouées au secteur culturel dans notre département, estimées à 170 millions de francs par an\*, la question tout naturellement se pose: où va l'argent? Nos associations, troupes, formations, écoles de théâtre seraient-elles trop gourmandes? La «chasse» à la subvention ouverte par une pléthore d'associations éphémères aurait-elle lassé les collectivités? L'exemple de la troupe Volland, subventionnée à hauteur de 2 millions, qui n'hésita pas l'an passé à se lancer dans une authentique grève de la faim a surpris et désarçonné son monde. Désormais, estiment certains artistes, les collectivités regarderaient d'un œil méfiant la soi-disant «culture pays» (d'ou le mouvement «Quelle culture?» lancé par Genvrin et

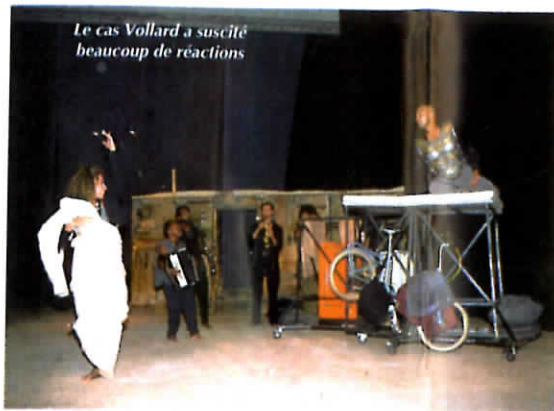
sa troupe) et préféreraient placer sur d'autres projets en dur le montant de leurs allocations. Qui deviennent ainsi autant d'investissements sûrs et durables. Des projets que les gens du spectacle appellent entre eux «les boîtes vides»: Stella Matutina, la Maison du Volcan, le Conservatoire national de région (et ses quatre satellites décentralisés), les musées, sans oublier les investissements en cours sur les médiathèques ou le parc de la Trinité.

Autant d'argent sorti de l'enveloppe que détient la Région, le Département ou la DRAC (Direction régionale d'action culturelle) qui n'ira pas aux initiatives privées menées par les associations... Celles-ci se plaignent en outre que les financements publics ont la désagréable manie «de suivre la courbe

erratique des échancés électoraux». Ce qui n'est pas loin d'être vrai... Et qui empoisonne la vie des artistes et des entrepreneurs de spectacles. La célèbre phrase «Vous savez en ce moment, on ne peut pas prendre de décision, tout est en stand-by: c'est les élections», a fait florès ces derniers temps. Les collectivités estiment de leur côté qu'en matière de spectacle, on aurait trop fait et créé n'importe quoi ces dernières années. Pour le plaisir d'être

subventionné. Ce qui n'est pas faux non plus. Le public s'y est d'ailleurs rarement trompé: les derniers bides en date étaient vraiment des navets.

Il est pourtant vrai que le nouveau mot d'ordre des collectivités, «favoriser l'accès des Réunionnais aux compétences supérieures», constamment réaffirmé depuis la mise en place du Contrat de plan 89-93 avec l'Etat, a quelque peu remodelé le paysage de la distribution de fonds publics. Les associations voient donc d'un œil critique certaines initiatives comme l'IEMC (Institut de formation aux métiers culturels: budget un million annuel) dont les missions depuis 1990 sont de former aux métiers de la culture: bibliothécaire, conservateur, diplômés d'Etat en danse, musique, etc. Quand ces 170 millions ont fini d'être distribués aux structures déjà en place et à leur fonctionnement, aux financements des projets en cours, ou à leur création et leur diffusion, vers qui alors espérer un hypothétique recours financier? Restent les communes. Certaines, en ce qui concerne



Le cas Volland a suscité beaucoup de réactions

la promotion de l'action culturelle, sont dans le peloton de tête des plus dynamiques (St-Pierre, Le Port), les autres renâclent toujours à mettre la main au porte-monnaie.

Quant aux sponsors privés, bailleurs de fonds à vocation commerciale mais souvent salvatrice, quand ils n'ont pas déjà pensé à leur propre auto-promotion par l'événementiel, la réponse devient rengaine ces derniers temps: «pas d'argent, c'est la crise...»

**Volland se saborde, Live s'éteint, le festival Vibrations s'annule...?**

Qualifié pourtant de «créatif et d'exemplaire» par un envoyé du ministère de la Culture, venu tâter le terrain en 91, reconfirmé dans son exemplarité par le rapporteur Deschamps du même ministère, deux ans plus tard pour «la nécessité d'un lieu de ce type, permettant aux artistes réunionnais de se performer au moment où certains commencent à s'exporter», l'espace Jeumon ne séduit apparemment plus les élus locaux. Qui réaffirment pourtant leur attachement au



Taliptot s'exporte de plus en plus...

projet. Etonnant paradoxe... L'espace, selon certains, intéresserait trop les promoteurs. C'est le dernier carré d'or, encore non englobé dans un plan d'occupation des sols immobiliers. Coincé entre la mer, et la zone du Butor, le mètre carré vaut son pesant de cacahuètes: entre 5 et 8 000 francs le mètre carré. Quoi qu'il en soit, le marasme et l'absence de décision ne profitent pas aux acteurs culturels locaux.

D'autres excellentes initiatives pays, comme tant d'autres avant elles, sombrent corps et biens faute de financement et de suivi durable. Tout le tragique de la Réunion. Le festival Vibrations en passe de devenir le classique rendez-vous de la scène rock réunionnaise chavire. Avec 50 000 francs de subvention seulement, Live se dit prêt à abandonner le projet. Il en faudrait trois fois



A quand des états généraux sur la culture réunionnaise?

**Culture: une enveloppe de plus de 170 millions de francs**

Le budget alloué à la culture par les deux chambres régionale et départementale se monte à 154 millions annuels: 74 millions pour le Département, 80 millions pour la Région. Ce qui est peu (entre 1 et 4%) par rapport au budget global des deux chambres: 4 milliards pour le Département et de plus pour la Région. Vient s'ajouter à cela les 16 millions Etat du ministère de la Culture - «De plus, explique-t-on à la DRAC, ne so pas compris dans ces chiffres les coûts annuels de fonctionnement des structures en place (dépendances du personnel et charges sociales, fournitures, frais de fonctionnement (équipement, papier, téléphone, électricité etc.) mais qui (normalment) restent à la charge des collectivités». Jeumon on affirme que ces frais n'ont jamais été pris en charge...

**Opération 1 000 bougies...**

Pour marquer le coup, et pour attirer l'attention du grand public et des collectivités en une ultime tentative sur leur sort, les drilles de Jeumon se coupent le courant et manifestent dans le noir. A la bougie. Les 23 et 24 juillet prochains, à minuit, 400 lampions s'allumeront à travers la ville et le public sera invité à acheter et à allumer 1 000 bougies de soutien. Après les «band aid» des artistes engagés, voici le «bougie aid» pour sauver les artistes réunionnais de la faillite. Original et moins indécent que la grève de la faim. On veut que la Réunion révèle son identité culturelle, que les artistes réunionnais s'exportent et que de la formidable mouvance créative de ces dernières années sorte

un courant, une «expres locales». Déjà certains art ont montré une voie pos et à force de patience talent, de travail et de fi sont fait reconnaître ail que dans leur île: Ti-F Danyel Waro, Ziska Patrick Persée, pour ne que ceux-là. Les autres, les autres artistes réuni talentueux et volonta n'attendent qu'une c pour imprimer des tr encore plus profondes celles de leurs aînés. Qu'on leur donne des chez eux pour aller ailleurs ensuite...

**TELE 7 REUNION**  
PROGRAMMES TELEVISION DU 26 /07 AU 1<sup>er</sup>/08/1993  
**DOSSIER REUNION, A CULTURE TOUT LE CAMP!**